

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 28 mai 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté royal du 18 août 1986 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique engendrée par les nouvelles grandes installations de combustion", a donné le 7 juillet 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 28 mei 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 augustus 1986 betreffende het voorkomen van luchtverontreiniging veroorzaakt door nieuwe grote stookinstallaties", heeft op 7 juli 1993 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.Intitulé.

Pour tenir compte de l'article 59quater de la Constitution, qui y a été inséré le 5 mai 1993, les mots "l'Exécutif" doivent être remplacés par les mots "le Gouvernement".

L'observation vaut pour l'ensemble du projet.

Dans le texte néerlandais il faudrait donc écrire : "de Brusselse Hoofdstedelijke Regering" au lieu de "de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest". Cette observation vaut également pour l'introduction du préambule.

Préambule.

1. Le visa de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement ne se justifie pas, dès lors que le projet ne porte pas exécution de cette ordonnance.

2. Le visa de l'arrêté royal du 8 août 1975 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique par les oxydes de soufre et les poussières engendrées par les installations industrielles de combustion ne se justifie pas davantage puisqu'en effet le projet ne modifie aucune disposition de cet arrêté.

.../...

3. Le préambule doit être rédigé comme suit :

"Vu la directive ...;

Vu la loi du 28 décembre 1964 ...;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1986 ...;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;".

En outre, le texte néerlandais du proposant devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

Article 1er.

1. La définition de la notion de "nouvelle installation de combustion", que donne le 1^obis en projet, n'est pas strictement conforme à celle du concept d'"installation nouvelle" fournie par l'article 2, 9, de la directive du Conseil 88/609/CEE du 24 novembre 1988 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion.

.../...

Pour assurer la transposition fidèle de la directive, la nouvelle installation de combustion doit être définie comme étant toute installation de combustion pour laquelle l'autorisation d'exploitation ou le permis d'environnement a été accordé à partir du 1er juillet 1987.

2. La modification que prévoit le paragraphe 2 est apportée, non pas au 6°, mais au 4° de l'article 1er de l'arrêté royal du 18 août 1986.

En outre, mieux vaudrait définir la notion de "valeur limite d'émission" en reproduisant textuellement l'article 2, 3, de la directive 88/609/CEE.

3. Par ailleurs, d'un point de vue formel, le texte doit être rédigé comme suit :

"Article 1er. A l'article 1er de l'arrêté royal du 18 août 1986 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique engendrée par les nouvelles grandes installations de combustion, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé par la disposition suivante :

"1° Installation de combustion : ...";

2° un 1°bis rédigé comme suit est inséré :

"1°bis Nouvelle installation de combustion : ...";

.../...

3° le 4° est remplacé par la disposition suivante :

"4° Valeur limite d'émission : ...".

Article 2.

Dans un souci de clarté, il serait préférable de subdiviser la seconde phrase de l'article 2, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 18 août 1986, en prévoyant une subdivision numérotée pour chaque catégorie d'installations exclues du champ d'application de cet arrêté.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 2. L'alinéa 2 de l'article 2, § 1er, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

"Le présent arrêté ne s'applique pas :

- 1° aux moteurs à combustion interne ou à explosion;
- 2° aux turbines à gaz;
- 3° aux procédés de combustion faisant partie intégrante d'un processus chimique ou métallurgique;
- 4° aux installations de combustion destinées à sécher ou à traiter les objets ou matériaux par contact direct avec les gaz de combustion;
- 5° aux installations de postcombustion;

.../...

- 6° aux dispositifs de régénération des catalyseurs de craquage catalytique;
- 7° aux dispositifs de conversion de l'hydrogène sulfuré en soufre;
- 8° aux réacteurs utilisés dans l'industrie chimique;
- 9° aux fours à coke;
- 10° aux cowpers des hauts fourneaux;
- 11° aux installations entraînées par des moteurs diesel, à essence ou à gaz, ou par des turbines à gaz, indépendamment du combustible utilisé.

Par installation de postcombustion, il faut entendre tout dispositif utilisé pour l'épuration des gaz résiduels par combustion et qui n'est pas exploité comme installation de combustion autonome".

Article 3.

1. L'alinéa 2 doit faire l'objet d'un article distinct.

2. L'article 3 doit être rédigé comme suit :

.../...

"Art. 3. Dans les articles 3, §§ 1er et 2, 4, §§ 1er et 2, 5, §§ 1er et 2, du même arrêté, le mot "Annexe" est remplacé par les mots "Annexe I".

3. L'alinéa 2, devenant l'article 4, doit être rédigé comme suit :

"Art. 4. Dans les articles ... du même arrêté, les mots ...".

Article 4 (devenant l'article 5).

La phrase introductive doit être rédigée comme suit :

"Art. 5. L'article 7 du même arrêté est ...".

La phrase introductive de l'article 5, devenant l'article 6, doit être rédigée de la même manière.

Article 5 (devenant l'article 6).

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 6.

Selon les explications du délégué du Gouvernement régional, il n'y a, à ce jour, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, aucune installation de combustion entrant dans le champ d'application de la directive 88/609/CEE.

La disposition prévue à l'article 11bis, § 1er, en projet ne se justifie donc pas.

Par ailleurs, en ce qui concerne "les nouvelles grandes installations de combustion", elles doivent, en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 18 août 1986, tel que le modifie l'article 3 du projet, être conformes aux valeurs limites d'émission prévues par l'annexe I (1).

Le paragraphe 2 ne se justifie donc pas davantage.

L'article 6 doit être omis.

Article 7.

La disposition doit être rédigée comme suit :

(1) Dans l'article 11bis, § 2, en projet est erronément visée l'annexe II laquelle concerne la méthode de mesure des émissions.

"Art. 8. Dans le même arrêté,

1° l'annexe devient l'annexe I intitulée "Annexe I. Valeurs limites d'émission";

2° le tableau A de cette annexe est remplacé par le texte ci-après :

"Combustibles ...;

3° cette même annexe est complétée par la disposition suivante :

"Lorsque ...".

Article 8.

1. Il convient de désigner les "autorités compétentes" visées dans l'annexe.

2. Le texte néerlandais du 1°, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte des observations dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. Le 2º de l'annexe en projet doit être omis, car les taux de désulfuration fixés par le 2 et par le 3 de l'article 5 de la directive 88/609/CEE ne s'appliquent pas dans la Région de Bruxelles-Capitale.

4. Au 3º, devenant le 2º, il faudrait, dans le texte français, écrire "au 1º" au lieu de "au paragraphe 1".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.Opschrift.

Om rekening te houden met artikel 59quater van de Grondwet, dat er op 5 mei 1993 is ingevoegd, dienen de woorden "de Executieve" vervangen te worden door de woorden "de Regering".

Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

Men schrijve dus : "de Brusselse Hoofdstedelijke Regering" in plaats van "de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest". Deze opmerking geldt ook voor de inleiding van de aanhef.

Aanhef.

1. Er is geen reden om te verwijzen naar de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, aangezien het ontwerp die ordonnantie niet ten uitvoer legt.

2. Er is evenmin reden om te verwijzen naar het koninklijk besluit van 8 augustus 1975 betreffende het voorkomen van luchtverontreiniging door zwaveloxyden en stofdeeltjes, afkomstig van de industriële verbrandingsinstallaties, aangezien het ontwerp immers geen enkele bepaling van dat besluit wijzigt.

.../...

3. De aanhef dient als volgt te worden geredigeerd :

"Gelet op richtlijn ...;

Gelet op de wet van 28 december 1964 ...;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1986 ...;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van ... behoren,".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. De definitie van het begrip "nieuwe stookinstallatie", die in het ontwerp 10bis wordt gegeven, stemt niet strikt overeen met de definitie van het begrip "nieuwe installatie", die wordt gegeven in artikel 2, 9, van richtlijn 88/609/EEG van de Raad van 24 november 1988 inzake beperking van de emissies van bepaalde verontreinigende stoffen in de lucht door grote stookinstallaties.

.../...

Om een getrouwe omzetting van de richtlijn te waarborgen, moet de nieuwe stookinstallatie gedefinieerd worden als iedere stookinstallatie waarvoor een uitbatingsvergunning of milieuvergunning is verleend vanaf 1 juli 1987.

2. De wijziging waarin paragraaf 2 voorziet, wordt niet in 6°, maar in 4° van artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1986 aangebracht.

Het zou bovendien beter zijn het begrip "emissiegrenswaarde" te definiëren door artikel 2, 3, van richtlijn 88/609/EEG woordelijk over te nemen.

3. Wat de vorm betreft, dient de tekst bovendien als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1986 betreffende het voorkomen van luchtverontreiniging veroorzaakt door nieuwe grote stookinstallaties, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onderdeel 1° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"1° Stookinstallatie : ...";

2° er wordt een 1°bis ingevoegd, luidende :

"1°bis Nieuwe stookinstallatie : ...";

.../...

3° onderdeel 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"4° Emissiegrenswaarde : ...".

Artikel 2.

Voor de duidelijkheid zou het verkieslijk zijn in de tweede zin van artikel 2, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 augustus 1986 een genummerde indeling aan te brengen voor elke categorie installaties die buiten de werkingssfeer van dit besluit gehouden worden.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 2. Het tweede lid van artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende leden :

"Dit besluit is niet van toepassing op

- 1° verbrandings- en ontploffingsmotoren;
- 2° gasturbines;
- 3° verbrandingsprocédés die noodzakelijk deel uitmaken van een chemisch of metallurgisch proces;
- 4° stookinstallaties die bestemd zijn om voorwerpen of materialen te drogen of te behandelen door middel van rechtstreeks contact met verbrandingsgas;

.../...

- 5° naverbrandingsinstallaties;
- 6° installaties voor het regenereren van katalysatoren voor het katalytisch kraakproces;
- 7° installaties om zwavelwaterstof om te zetten in zwavel;
- 8° in de chemische industrie gebruikte reactoren;
- 9° cokesbatterijovens;
- 10° windverhitters van hoogovens;
- 11° installaties die worden aangedreven door diesel-, benzine- en gasmotoren dan wel door gasturbines, ongeacht de gebruikte brandstof.

Onder naverbrandingsinstallatie dient iedere voorziening te worden verstaan die wordt gebruikt voor de zuivering van rookgassen door verbranding en die niet als autonome stookinstallatie wordt geëxploiteerd".

Artikel 3.

1. Aan het tweede lid dient een onderscheiden artikel te worden besteed.

.../...

2. Artikel 3 dient als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 3. In de artikelen 3, §§ 1 en 2, 4, §§ 1 en 2, 5, §§ 1 en 2, van hetzelfde besluit wordt het woord "Bijlage" vervangen door de woorden "Bijlage I".

3. Het tweede lid, dat artikel 4 wordt, dient als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 4. In de artikelen ... van hetzelfde besluit worden de woorden ...".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

De inleidende zin dient als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt ...".

De inleidende zin van artikel 5, dat artikel 6 wordt, dient op dezelfde wijze te worden geredigeerd.

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

In het eerste lid van het ontworpen artikel 12 schrijve men "... worden belast" in plaats van "worden

.../...

gelast", alsook "bijlage II bij dit besluit" in plaats van "bijlage II van dit besluit".

In het tweede lid van hetzelfde ontworpen artikel 12 schrijve men "voor het toezien" in plaats van "door het toezicht".

Artikel 6.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Gewestregering, is er tot op heden op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest geen enkele stookinstallatie waarop richtlijn 88/609/EEG van toepassing is.

Het bepaalde in het ontworpen artikel 11bis, § 1, heeft dus geen zin.

Bovendien dienen "de nieuwe grote stookinstallaties" krachtens artikel 3 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1986, zoals het wordt gewijzigd bij artikel 3 van het ontwerp, overeen te stemmen met de in bijlage I vastgestelde emissiegrenswaarden (1).

Paragraaf 2 heeft dus evenmin zin.

Artikel 6 dient te vervallen.

(1) In het ontworpen artikel 11bis, § 2, wordt verkeerdelijk verwezen naar bijlage II, die betrekking heeft op de emissiemeting.

Artikel 7.

De bepaling dient als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 8. In hetzelfde besluit,

1° wordt de bijlage voortaan bijlage I, met als opschrift
"Bijlage I. Emissiegrenswaarden";

2° wordt tabel A van deze bijlage vervangen door de volgende tekst :

"Vaste brandstoffen ...";

3° wordt dezelfde bijlage aangevuld met de volgende bepaling :

"Wanneer het vermogen van een stookinstallatie wordt opgevoerd tot ten minste 50 MW, wordt de emissiegrenswaarde die geldt voor het nieuwe gedeelte van de installatie bepaald op basis van het thermische vermogen van de gehele installatie"".

Artikel 8.

1. De "bevoegde autoriteiten" waarnaar in de bijlage wordt verwezen, dienen te worden aangewezen.

.../...

2. In onderdeel 1^o, tweede lid, dienen de woorden "in de eerste alinea" vervangen te worden door de woorden "in het eerste lid". Voorts dient dit lid als volgt te worden geredigeerd : "... eisen dat continue metingen worden verricht voor deze drie verontreinigende stoffen en voor zuurstof wanneer zij dit noodzakelijk achten. Indien geen continue metingen worden vereist, worden ...".

3. Onderdeel 2^o van de ontworpen bijlage dient te vervallen, aangezien de ontzwavelingspercentages vastgesteld in 2 en 3 van artikel 5 van richtlijn 88/609/EEG niet van toepassing zijn in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

4. In de Franse tekst van onderdeel 3^o, dat onderdeel 2^o wordt, schrijve men "au 1^o" in plaats van "au paragraphe 1".

DV.

- 20 -

L. 22.467/9.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, Premier Président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, Eerste Voorzitter.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.

.../...

BL.

- 21 -

L. 22.467/9.

.../...